

ACTION URGENTE

PUBLIC
ÉFAI

Index AI : AMR 19/034/2006

10 octobre 2006

AU 272/06

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

BRÉSIL les mères de jeunes « disparus » de la favela de Vigario Geral

Les mères de 10 garçons et jeunes hommes qui ont « disparu » en décembre 2005 ont été menacées à maintes reprises par des policiers et des trafiquants de drogue et sont en grand danger.

Ces femmes cherchent à obtenir justice depuis que leurs fils ont été enlevés à Vigario Geral, une favela (bidonville) de la zone nord de Rio de Janeiro, par des trafiquants de drogue et ont, selon les informations recueillies, été torturés à mort dans une favela voisine, Parada de Lucas. Les corps de leurs enfants n'ont jamais été retrouvés, et les informations judiciaires ouvertes sur ces événements sont au point mort. Selon de nombreuses sources, la police serait impliquée dans ces « disparitions ».

Depuis que leurs fils ont été enlevés, ces femmes sont régulièrement menacées par des trafiquants de drogue et des policiers. « *Nous sommes prises en étau* », a déclaré l'une d'elles. Elle a indiqué qu'un membre de la police militaire avait pointé son arme dans sa direction et lui avait dit : « *À la moindre occasion, je te fais sauter la tête* ». À cinq reprises, des hommes sont entrés dans l'église qu'elle fréquente et ont menacé de la tuer. Une fois, ils sont venus puissamment armés. Cette femme a dû déménager 14 fois en raison de sa participation à l'action menée pour que justice soit rendue aux jeunes gens qui ont « disparu ».

Un jour où cinq de ces mères s'étaient rendues au poste de police n°41 de la zone ouest de Rio de Janeiro pour identifier le chef de file présumé des ravisseurs, elles ont été menacées à la sortie par un homme qui passait en voiture ; il leur a dit qu'il tuerait l'une d'elles « *pour l'exemple* ».

Plusieurs des femmes qui résident toujours à Vigario Geral craignent de partir, ce qui limite leur participation à l'action menée en vue d'obtenir justice.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 13 décembre 2005, tôt le matin, des trafiquants de drogue de la favela de Parada de Lucas, vêtus d'uniformes de policiers, ont fait irruption dans la favela voisine de Vigario Geral. Ils ont enlevé 13 garçons et jeunes hommes âgés de treize à vingt-sept ans. Ils en ont ensuite libéré trois, qui avaient réussi à les convaincre qu'ils n'appartenaient pas à une bande rivale de trafiquants. Ils auraient torturé les 10 autres et se seraient débarrassés des corps après les avoir démembrés.

Plusieurs personnes ayant assisté à l'enlèvement ont affirmé que des policiers étaient mêlés à l'affaire, et notamment que les ravisseurs avaient utilisé un *caveirão* (véhicule blindé), accusations auxquelles la police a apporté un démenti catégorique.

Marcelo Itagiba, alors secrétaire d'État à la Sécurité publique de Rio de Janeiro, avait chargé un groupe de travail *ad hoc* d'enquêter sur l'affaire, mais la police n'a commencé à chercher les corps que 55 jours plus tard. Deux personnes accusées de torture ont été remises en liberté en septembre car leur procès n'avait pu aboutir, les témoins refusant de déposer. Une seconde instruction sur les « disparitions » a également été close, faute de preuves. Le ministère public a fait appel de ces deux décisions.

Dans les favelas de Rio de Janeiro, actes criminels et violences policières sont monnaie courante. À Vigario Geral et Parada de Lucas, la situation est particulièrement grave, en raison de vieux contentieux entre bandes rivales de trafiquants de drogue, contentieux qui ont coûté la vie à de nombreuses personnes. Du fait de la corruption des forces de police et de leur implication dans le trafic d'armes et de stupéfiants, les autorités peinent à lutter contre le banditisme à Rio de Janeiro. Des milliers d'homicides imputables à des

policiers ou à des criminels sont signalés chaque année, mais il est rare qu'ils donnent lieu à une enquête en bonne et due forme. Les personnes qui cherchent à obtenir justice sont souvent la cible de menaces et d'autres tentatives d'intimidation.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à prendre des mesures sans délai pour garantir la sécurité des mères de « disparus » de Vigário Geral, conformément à leurs souhaits ;
- demandez-leur instamment de mener une enquête indépendante et transparente sur les menaces de mort et autres tentatives d'intimidation dont ces femmes ont été la cible, et de traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- priez-les de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour que les ravisseurs et tortionnaires présumés des 10 jeunes « disparus » soient déferés à la justice ;
- dites-vous préoccupé par les informations laissant à penser que certains policiers entretiennent des liens étroits avec des bandes de trafiquants de drogue opérant dans les favelas ;
- engagez les autorités à prendre immédiatement des mesures pour enquêter sur la corruption au sein des forces de police et pour lutter contre ce fléau.

APPELS À :

Gouverneure de Rio de Janeiro :

Exma. Governadora de Estado do Rio de Janeiro
Sra. Rosângela Rosinha Garotinho de Oliveira
Palácio Guanabara

Rua Pinheiro Machado, s/nº Laranjeiras,
22238-900 - Rio de Janeiro – RJ, Brésil Fax : + 55 21 2553 6247

Formule d' appel : Vossa Excelência / Madame la Gouverneure,

Secrétaire d'État à la Sécurité publique de Rio de Janeiro :

Exmo. Secretário de Segurança Pública do Estado do Rio de Janeiro
Sr. Roberto Precioso

Secretaria de Segurança Pública
Praça Cristiano Ottoni, s/nº - 4º andar

Central do Brasil – Centro, 20221-250 - Rio de Janeiro – RJ, Brésil

Fax : + 55 21 3399 1008

Formule d'appel : Exmo. Sr. Secretário / Monsieur le Secrétaire d'État,

COPIES À :

Secrétaire fédéral aux droits humains :

Exmo. Ministro da Secretaria Especial de Direitos Humanos
Sr. Paulo de Tarso Vannuchi

Esplanada dos Ministérios
Bloco T, 70064-900, Brasília - DF, Brésil

Fax : +55 61 3226 7980

Ministre des droit humains de l'État de Rio de Janeiro :

Exmo. Secretário de Direitos Humanos do Estado do Rio de Janeiro
Sr. Paulo Rogério dos Santos Baía

Secretaria de Estado de Direitos Humanos Avenida Presidente Vargas, Nº 817 - 26º Andar - Centro 20071-004 - Rio de Janeiro – RJ, Brésil

Fax: + 55 21 3399 1179 (si quelqu'un décroche, veuillez dire : "Fax, por favor")

Organisation de défense des droits humains :

Rede contra a Violência
Rua Senador Dantas, 20, salas 1407 e 1408.
Rio de Janeiro, Brésil

ainsi qu' aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 21 NOVEMBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*